

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche

UNIVERSITE DE FRANCHE-COMTE
1, RUE CLAUDE GOUDIMEL
25 030 BESANCON
☎ : 03.81.66.50.79

MARCHE PUBLIC - APPEL D'OFFRES OUVERT

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

CCAP n° 18.012 du 18 septembre 2018

Procédure de Consultation utilisée : Appel d'Offres Ouvert en application des articles
48 à 68 du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

**ACQUISITION D'UN DIFFRACTOMETRE A RAYONS X
DEDIE AUX COUCHES MINCES**

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

Mercredi 7 novembre 2018 à 12h00 (heure de Paris)

PERSONNE RESPONSABLE DU MARCHE : Monsieur le Président de l'Université

COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS : Monsieur l'agent comptable de l'Université

Le présent Règlement de Consultation comprend 13 feuillets numérotés de 1 à 13.



**ATTENTION LES OFFRES DEVRONT OBLIGATOIREMENT ETRE DEPOSEES SOUS
FORME DEMATERIALISEE SUR LA PLATE-FORME ACHAT PUBLIC.**

SOMMAIRE

OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2-1 - FORME DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2- 2 -VARIANTES TECHNIQUES.....	4
ARTICLE 2-3 - MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
ARTICLE 2-4 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	4
ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES D'EXECUTION DE LA PRESTATION	4
ARTICLE 3-1 - DUREE DU MARCHE.....	4
ARTICLE 3-2 - LIEU D'EXECUTION DES SERVICES	5
ARTICLE 3-3 -MODALITES DE FINANCEMENT DU MARCHE ET DELAI DE REGLEMENT.....	5
ARTICLE 4 - MODALITES DE DEVOLUTION.....	5
ARTICLE 5 - CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
ARTICLE 5-1- CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES	6
ARTICLE 5-2- CRITERES DE CHOIX DES OFFRES.....	8
ARTICLE 5-3- CLASSEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE	9
ARTICLE 6- LANGUE FRANCAISE DANS LA PRESENTATION DES OFFRES	10
ARTICLE 7- CONTENU ET MODE DE TRANSMISSION DES OFFRES	10
ARTICLE 8- UNITE MONETAIRE.....	12
ARTICLE 9- ADRESSE D ENVOI DES OFFRES	12
ARTICLE 10- DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES	12
ARTICLE 11- MISE AU POINT DE MARCHE.....	13
ARTICLE 12- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	13

OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent appel d'offres a pour objet l'acquisition d'un diffractomètre à rayons X dédié aux couches minces.

Prestations supplémentaires éventuelles :

Les options citées ci-dessous devront obligatoirement être chiffrées par le candidat. L'absence d'un chiffrage rendra l'offre irrecevable.

- **Option n°1 : Couches épitaxiées**

Les accessoires complémentaires (optiques, logiciels...) devront être proposés pour la diffraction haute résolution sur matériaux épitaxiés (cartographie du réseau réciproque).

- **Option n°2 : Refroidisseur externe**

Un refroidissement externe devra être proposé. Le groupe froid externe sera installé dans un local technique situé en dessous de la salle d'analyse (dénivellation d'environ 5m et distance entre diffractomètre et groupe froid de 10m maximum).

- **Option n°3 : Contrats de maintenance**

Un contrat de maintenance sur 10 ans est demandé avec interventions sur site tous les deux ans. D'autres modalités de contrats de maintenance peuvent être proposées, toujours sur une durée de 10 ans.

- **Option n°4 : Mesures de texture**

Les accessoires complémentaires (optiques, logiciels...), devront être proposés pour compléter le système de base, afin de réaliser des mesures de textures sur massifs et couches minces.

- **Option n°5 : Mesures en température**

Un dôme adapté au système de base pour des mesures en températures supérieures à 800°C (contraintes en température et atmosphère contrôlée) devra être proposé.

- **Option n°6 : Mesures de réflectométrie**

Les accessoires complémentaires (optiques, logiciels...), pourront être proposés pour compléter le système de base, afin de réaliser des mesures de réflectométrie sur des couches amorphes et cristallines.

Ces options (PSE) doivent apparaître sur un acte d'engagement séparé joint à ce dossier.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de retenir ou non ces options. Le candidat en sera informé lors de l'attribution du marché.

La description précise du besoin ainsi que les quantités figurent au CCTP.

ARTICLE 2 – ETENDUE DE LA CONSULTATION

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

ARTICLE 2-1 - FORME DE LA CONSULTATION

Procédure de consultation : appel d'offres ouvert européen en application des articles 66, 67, 68, 78 et 80 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Marchés négociés susceptibles d'être passés ultérieurement en application des articles 30-I-4^e du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (*le cas échéant*) :

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en application de l'article 30 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de recourir à l'utilisation de la procédure négociée en cas d'infructuosité de l'appel d'offres déclarée lors de la commission d'attribution de l'un des lots.

Il pourra être passé un ou des marchés complémentaires « renouvellement partiel ou compléments(s) limité(s) » à des compléments ou extensions non connus à ce jour, dans les conditions fixées par l'article 30-4^e du décret du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics. La durée de ces marchés complémentaires ne pourra dépasser trois (3) ans.

Nomenclature CPV :

- Code CPV principal : 38300000-8 Instruments de mesure
- Code CPV secondaire : 38341000-7 Appareils de mesure du rayonnement

ARTICLE 2- 2 - VARIANTES TECHNIQUES

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 2-3 - MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le référent technique du dossier ou le Pouvoir Adjudicateur se réservent le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 2-4 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres. L'offre est irrévocable jusqu'à expiration du délai de validité des offres. Le candidat qui retirerait son offre devrait verser au maître d'ouvrage une indemnité de renonciation égale à la différence entre le montant de sa soumission et le prix du marché que le maître d'ouvrage aura passé ultérieurement.

ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES D'EXECUTION DE LA PRESTATION

ARTICLE 3-1 – DUREE DU MARCHÉ

Le délai d'exécution du marché démarre à la date de réception par le titulaire de la lettre de notification (Avec Accusé de Réception), il sera de **5 mois à compter de la notification**.

ARTICLE 3-2 - LIEU D'EXECUTION DES SERVICES

Université de Franche-Comté
UFR Sciences et Techniques
Institut UTINAM UMR 6213 – Métrologie C
16 route de Gray
25000 BESANCON

Merci de prendre rendez-vous avec Mme Virginie Moutarlier pour la livraison au 03.81.66.20.22

ARTICLE 3-3 – MODALITES DE FINANCEMENT DU MARCHÉ ET DELAI DE REGLEMENT

Le mode de règlement est le virement bancaire ou postal. Le paiement des sommes dues interviendra sur présentation d'une facture, selon les modalités définies au CCAP.

Les modalités de financement du marché sont définies au CCAP et s'exécutent par virement administratif dans un **délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures** prévu par le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 et dans les conditions prévues par les articles 110 à 121 du Décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Sauf refus du titulaire, une avance sera versée dans les conditions réglementaires prévues à l'article 110 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, en cas de marché dont le montant est supérieur à 50 000.00HT et dans la mesure où l'exécution est supérieure à 2 mois.

Cette avance sera payée **sur présentation d'une facture correspondant à son montant**, le remboursement de l'avance s'effectuera selon les modalités prévues à l'article 111 du décret 2016-360 du 25 mars 2016. Si le marché a une durée supérieure à 12 mois, le montant de l'avance sera proratisé selon le coefficient suivant $12 / d$ (d = durée du marché en mois).

☐ je ne renonce pas au bénéfice de l'avance

☐ je renonce au bénéfice de l'avance

L'avance sera versée au titulaire du marché, le fait générateur du versement étant la signature du marché par le titulaire et le pouvoir adjudicateur (Notification du marché).

Les prix sont fermes la première année puis révisables, ils seront ajustés en hausse **comme en baisse** par l'application de l'indice INSEE Ebiq 0867690, indices de prix à la production par référence au dernier indice provisoire connu à la date du 1er janvier 2016 Le marché est financé sur fonds propres du maître d'ouvrage.

MODALITES DE DEVOLUTION

ARTICLE 4 – MODE DE DEVOLUTION

Le marché est non alloti car il ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Le candidat établira un Acte d'Engagement (ATTRI1) (imprimé à compléter et signer par la personne habilitée à représenter la société).

ARTICLE 5 – CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

ARTICLE 5 –1 – CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

- les critères d'élimination seront les suivants :

- Candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des renseignements, déclarations, attestations et documents demandés à l'article 5-1 du présent règlement de consultation, dûment remplis et signés selon les formes requises.
- Candidats dont l'offre serait parvenue à l'université de Franche-Comté après la date limite fixée pour la remise des offres.

- Les critères de sélection seront par ordre décroissant d'importance les suivants :

- **Garanties professionnelles**

Appréciées au vu des références produites et des moyens humains et techniques dont dispose le candidat.

- **Garanties financières,**

Appréciées au vu du chiffre d'affaire réalisé lors des trois derniers exercices.

Conditions de participation (critères de sélection)

Les candidatures seront examinées **au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières**, conformément aux dispositions des articles 48 et 55 du Décret du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics. Celles qui ne satisferont pas au niveau de capacités fixé par le Pouvoir Adjudicateur seront éliminées au cours de cette première phase de sélection.

Le dossier de candidature sera constitué de :

- **La lettre de présentation de la candidature** (imprimé **DC1** joint au dossier de consultation) dûment datée et signée comprenant :
 - le nom et l'adresse du candidat ;
 - le nom de la personne habilitée à engager le candidat, avec le cas échéant, le pouvoir du signataire ou l'habilitation du mandataire.
- **La déclaration du candidat** (imprimé **DC2** joint au dossier de consultation) dûment renseignée déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- **La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire**
- **Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;**
- **Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années.**
- **Tout document justifiant des capacités professionnelles et techniques de l'entreprise.**

En cas de présentation des candidatures sous forme de groupement chaque membre du groupement joindra les documents candidatures le concernant.

Les opérateurs économiques sont donc autorisés à se porter candidats seuls ou sous la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Dès lors que le candidat se présente sous forme d'un groupement conjoint, il lui appartient d'indiquer dans son offre le montant de la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage exécuter afin de s'assurer de la correcte exécution technique du marché, le mandataire du groupement sera obligatoirement solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du Pouvoir Adjudicateur.

Un opérateur économique ne peut pas être mandataire de plusieurs groupements pour un même marché. De plus, les candidats ne peuvent pas candidater en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements
- en qualité de membres de plusieurs groupements

➤ **Les certificats annuels :**

En application de l'article 55 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, le contrat ne pourra être attribué au candidat retenu que si celui-ci a produit dans le délai imparti par l'université de Franche-Comté, les certificats et attestations mentionnés ci-dessous :

- Les pièces prévues à l'article D.8222-5 ou à l'article D.8222-7 à 8 du Code du Travail,
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales au titre de l'année précédant la consultation.

Si le candidat ne s'acquitte pas de cette formalité, dans le délai imparti, le marché sera attribué au candidat suivant.

Remarque :

Les candidats ont la faculté de remettre les pièces mentionnées au présent article dès l'envoi de leur candidature et de leur offre.

Les modèles de formulaires DC1, DC2, dont l'usage est recommandé sont disponibles sur le site suivant : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

- Statut juridique et capacité professionnelle :

Numéro d'inscription au registre de la profession ou au registre du commerce, le cas échéant (extrait **K bis** de moins de 3 mois, ou une copie certifiée conforme).

Les candidats ont également la possibilité de remplir le **DUME** (document unique de marché européen).

Le document unique de marché européen (DUME) **est un formulaire par lequel les entreprises déclarent leur statut financier, leurs capacités et leur aptitude pour participer à une procédure de marché public.**

- Grâce au DUME, les soumissionnaires ont la possibilité de ne plus fournir de justificatifs ni les différents formulaires utilisés auparavant dans le cadre de procédures de passation de marchés publics (DC1 et DC2).

A partir d'octobre 2018, le DUME sera uniquement disponible sous format électronique.

<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

Dans le cadre de la **règlementation en matière de lutte contre le travail dissimulé**, et conformément aux articles 48 et 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le candidat devra fournir tous les six mois, à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail, soit une **attestation URSSAF** établissant qu'il s'acquitte de ses obligations déclaratives (fourniture des déclarations d'activité et d'emploi salarié) et du paiement de ses cotisations sociales.

L'Université de Franche Comté met à votre disposition la plateforme en ligne **e-Attestations.com** afin de sécuriser et simplifier vos démarches administratives obligatoires.

L'utilisation d'**e-Attestations.com** est **gratuite** et vous permettra d'y déposer régulièrement, et en toute **sécurité**, les attestations et documents demandés par **L'Université de Franche Comté** durant l'exécution de vos marchés.

Les **fournisseurs étrangers** ne sont pas concernés et doivent envoyer des attestations équivalentes avec une traduction officielle.

ARTICLE 5-2 – CRITERES DE CHOIX DES OFFRES

CRITERES	PONDERATION	ELEMENTS D'APPRECIATION
Qualité technique	40%	<ul style="list-style-type: none"> • Résolution du goniomètre proposé • Conditions de mise en place des géométries des sources RX (foyer linéaire, foyer ponctuel) • Résolution des optiques primaires (fentes de divergences motorisées, miroir à faisceau parallèle monochromatique, optiques pour faisceau ponctuel) • Résolution des accessoires des optiques primaires proposés (absorbeurs, collimateurs, fentes) • Conditions de mise en place des optiques primaires et accessoires • Résolution et conditions de mise en place des optiques secondaires • Performance de la platine X, Y, Z, Khi, Phi (motorisations, utilisation en cartographie, espace pour l'échantillon) • Performance des systèmes de positionnement de l'échantillon • Performance du détecteur solide dans les

		<p>différents modes de mesures (mode 0D, mode 1D, mode 2D, mode balayage, mode fixe). Résolution de la fenêtre de détection (taille et domaine angulaire). Performance de la discrimination en énergie du détecteur</p> <ul style="list-style-type: none"> • Performance des logiciels d'acquisition • Conditions d'accès aux bases de données • Performance des logiciels de traitements de données • Dimensions et poids de l'équipement • Conditions d'installation de l'équipement (alimentation électrique et besoins de réfrigération) • Minimisation des consommables (air comprimé par exemple) • Modularité de l'équipement (système de base et possibilités d'évolution avec l'ajout de modules complémentaires)
Prix	40%	
Qualité de la garantie, du SAV et de la formation	20%	<p>Rapidité et disponibilité du SAV</p> <p>Qualité de l'assistance (technicien ou commercial)</p> <p>Coût des services de maintenance hors contrat de garantie</p> <p>Qualité de la formation proposée : nombre de journées de formation, nombre de personnes formées, fréquence des formations suivant la formation initiale, coût de formations supplémentaires</p>

Conformément à l'article 59 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, les offres non conformes à l'objet du marché seront éliminées. Il sera procédé au classement des offres restantes, conformément aux critères ci avant énumérés.

ARTICLE 5-3 – CLASSEMENT DES OFFRES A TITRE PROVISOIRE ET ATTRIBUTION DU MARCHE

L'offre la mieux classée est retenue à titre provisoire par le pouvoir adjudicateur, sur avis de la commission des marchés.

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans le délai qui lui sera imparti par le pouvoir adjudicateur les documents visés à l'article 55 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

(A ce jour, les documents à produire sont notamment les **certificats fiscaux et sociaux** et autres attestations relatives à la déclaration et au paiement de l'impôt sur les revenus, l'impôt sur les sociétés, la TVA (liasse 3666), **attestation URSSAF** et, une copie de l'état annuel des certificats reçus délivrée par le Trésorier Payeur Général attestant que la société est à jour de ses obligations fiscales et sociales au 31 décembre 2015).

Le candidat établi dans un Etat autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

A défaut de production d'un tel document, le pouvoir adjudicateur prononcera l'élimination du candidat. Elle présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

MODALITES DE PRESENTATION DES OFFRES

ARTICLE 6 – DE L'EMPLOI DE LA LANGUE FRANCAISE DANS LA PRESENTATION DES OFFRES

En application de la loi relative à l'utilisation de la langue française, l'ensemble des documents relatifs à la présente consultation devront être rédigés en langue française.

ARTICLE 7 – CONTENU DES OFFRES

Conformément à l'article 38 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, la présente consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée : les candidats peuvent ainsi présenter leur offre sous forme papier ou par voie électronique via le site achatpublic.com, après s'être inscrits.

Les adresses pour télécharger les documents mis à la disposition des entreprises sont les suivantes :

<https://www.achatpublic.com/>

ou

www.univ-fcomte.fr rubrique : Marchés publics

Attention : L'offre pourra être transmise sous format dématérialisé en vertu de l'article 40 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le dépôt d'une offre électronique sous forme dématérialisée est possible sur le site achatpublic.com. Les documents du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peuvent être téléchargés sur le site <https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/index.do> rubrique « espace entreprises », sous-rubrique : « Accédez à la salle des marchés ». Pour vous aider à utiliser la plateforme vous pouvez contacter le service Clients au 0 892 23 21 20 ou support@achatpublic.com

L'annexe 1 au présent règlement de consultation précise les modalités pour les remises des offres par voie électronique.

Les candidatures et les offres ne pourront pas être transmises sur support physique électronique (ex : CD-ROM), seul le mode de transmission par le biais de la plateforme achatpublic.com est autorisé.

Les candidats peuvent transmettre leur offre par voie postale sous pli recommandé contenant une seule enveloppe. Le pli portera la mention :

**« AOO – Acquisition d'un diffractomètre à rayon X dédié aux couches minces »
- NE PAS OUVRIR**

Les candidats auront à produire un dossier complet, rédigé en langue française, comprenant les pièces énumérées ci-après :

Chaque candidat doit présenter une candidature et une offre conforme au Dossier de Consultation des Entreprises et dans les conditions inscrites au présent règlement de consultation.

Les remarques éventuelles devront faire l'objet d'un document distinct. L'Administration se réservant le droit de ne pas en tenir compte, si elle juge qu'elles peuvent être cause d'inégalité entre les candidats soumissionnaires.

PIECES DE L'OFFRE

➤ **L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses deux annexes 1 et 2 :**

(à compléter et à signer par la personne habilitée à représenter l'entreprise) accompagné de documents descriptifs que le candidat jugera utiles de fournir pour l'étude de son offre. Il est demandé qu'en cas de groupement d'entreprises les réponses sur l'acte d'engagement et les annexes soient globalisées et que soit désigné un intervenant unique.

➤ **Les PSE** devront apparaître sur un acte d'engagement distinct.

➤ **Le règlement de la consultation et son annexe A relative aux procédures dématérialisées** accepté, daté et signé par la personne habilitée à représenter l'entreprise (sans modification),

➤ **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P. n° 18.012 du 18 septembre 2018)** accepté, daté et signé par la personne habilitée à représenter l'entreprise (sans modification),

➤ **Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G. / FCS). Le candidat** déclare parfaitement bien connaître ce document, bien qu'il ne soit pas matériellement joint au dossier accessible en cliquant sur le lien ci-dessous :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020407115&fastPos=2&fastRqId=1887451667&categorieLien=id&oldAction=rechTexte>

➤ **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières** (C.C.T.P.) présenté sous forme de cahier des charges. Le document actuel est donné à titre indicatif. Sa version finale sera transmise après la dernière phase de dialogue pour permettre aux candidats de remettre leur offre finale. Cette dernière version du CCTP sera retournée acceptée, datée et signée par la personne habilitée à représenter l'entreprise (sans modifications).

➤ **Un devis ou bordereau de prix** daté et signé (fourni par le candidat)

➤ **un mémoire technique**

Tous ces documents devront être transmis en EXEMPLAIRES ORIGINAUX sans aucune modification.

TOUT DOCUMENT DU DOSSIER DE CONSULTATION MODIFIE ENTRAINERA LE REJET DE L'OFFRE DU CANDIDAT (CCAP – CCTP).

IMPORTANT :

Si les candidats souhaitent répondre à plusieurs lots distincts, ils devront indiquer précisément le numéro de lot concerné sur chacune de leur offre.

Toute offre non conforme à ces prescriptions ne sera pas retenue.

ARTICLE 8 - UNITE MONETAIRE

Le candidat est informé que l'administration souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire EUROS. Le candidat, s'il présente une offre libellée dans l'autre unité monétaire que celle souhaitée par la personne publique, et si cette offre est retenue, est informé que l'unité monétaire souhaitée par l'administration peut s'imposer à lui dans le cadre de la mise au point final du marché, si les parties n'étaient pas parvenues à trouver un accord sur ce point.

ARTICLE 9 – ADRESSE A LAQUELLE LES OFFRES DOIVENT ETRE ENVOYEEES ET CONDITIONS D'ENVOI

- l'envoi de la candidature et l'envoi de l'offre doivent être effectuées selon le même mode de transmission : par voie dématérialisée ou par courrier recommandé à l'adresse indiquée page 13 (article 12).
- La transmission des offres par courrier électronique ou par fax n'est pas autorisée, exceptée par procédure dématérialisée sur le profil de l'acheteur accessible sur le site : www.achatpublic.com

Remise par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics :

- voir annexe A du présent RC.

Pour répondre par voie électronique, les candidats doivent préalablement disposer d'un **certificat électronique** pour signer électroniquement les documents à remettre. Ces certificats s'acquièrent auprès d'une autorité de certification. Les candidats peuvent faire appel au prestataire de certification de leur choix.

La signature électronique doit être détenue par une personne habilitée à engager la société qui est :

- soit le représentant légal du candidat,
 - soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du candidat.
- L'entreprise devra préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour. Conformément à l'article 10 du décret 2002-692 du 30 avril 2002, les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité. Ce document archivé sera réputé n'avoir jamais été reçu et ne sera pas ouvert. Les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

ATTENTION : Les offres adressées par télécopie ou par mél ne seront pas prises en compte.

ARTICLE 10 - DATE ET HEURE DE REMISE DES OFFRES

La date limite de remise des offres est fixée au **Mercredi 7 novembre 2018 à 12h00 (heure de Paris)**

Délai impératif :

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci dessus, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs expéditeurs.

ARTICLE 11- MISE AU POINT DU MARCHÉ

Avant la notification du marché, il pourra être procédé à une mise au point du marché avec le candidat retenu. Au cours de cette mise au point, toutes les questions concernant l'exécution des prestations pourront être évoquées afin de réduire les difficultés nées de l'exécution de ce marché.

ARTICLE 12- RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les entreprises pourront, avant la remise de leur offre, obtenir tous les renseignements qui pourraient leur faire défaut sur la connaissance du marché, à condition qu'ils ne soient pas de nature à porter atteinte à l'égalité des candidats, il sera possible de contacter :

- **Pour les renseignements d'ordre technique :**

Mme Virginie MOUTARLIER
Institut UTINAM
16 route de Gray
25000 BESANCON
Tel : 03.81.66.20.22
Mél : virginie.moutarlier@univ-fcomte.fr

- **Pour les renseignements d'ordre juridique et administratif et pour l'envoi des offres par voie postale:**

Mme DEMOULIN Amandine
Rédactrice de marchés publics
1 rue Claude Goudimel
25030 BESANCON CEDEX
Tel : 03 81 66 50 79
Mél : service.marches@univ-fcomte.fr

Signature du candidat (Responsable de la Société) précédée de la mention manuscrite
« lu et approuvé »

Date :